

INDONÉSIE

**L'impunité persiste en Papouasie alors
que les milices s'éternisent**

Index AI : ASA 21/048/00

**Embargo : 27 septembre 2000 (17 h 00
GMT)**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« L'augmentation récente du nombre des milices en Papouasie (Irian Jaya) et l'incapacité des autorités à s'attaquer au problème des violations des droits humains commises par les forces de sécurité indonésiennes risquent de conduire à une dramatique escalade de la violence dans la province », a déclaré Amnesty International aujourd'hui (mercredi 27 septembre) dans un nouveau rapport.

« La police et l'armée continuent d'attenter gravement aux droits de la personne humaine en Papouasie et jusqu'ici les autorités n'ont pas fait preuve de crédibilité dans leurs efforts pour traduire en justice les responsables présumés de ces actes. Tant que les forces de sécurité en Papouasie croiront qu'elles se situent au-dessus des lois, les exécutions illégales, les actes de torture et les détentions arbitraires se poursuivront », a ajouté l'Organisation.

La plupart des violences relevées ont eu lieu au cours de manifestations favorables à l'indépendance prenant parfois la forme, populaire en Papouasie, de cérémonies au cours desquelles est hissé un drapeau. Lors de l'événement le plus récent, qui a eu lieu à Sorong le 22 août, des membres de la *Brigade mobil (Brimob, brigade de police mobile)* ont ouvert le feu près d'une église sur une soixantaine de manifestants qui avaient hissé le drapeau papou, faisant trois morts et 12 blessés. Au moins 28 personnes dont cinq enfants ont été arrêtées, et 15 personnes sont toujours portées disparues.

Des cas de torture sont également souvent signalés. En mars Yance Pekei, un fermier, a été torturé lors de sa garde à vue. La police l'avait arrêté à la suite d'un affrontement entre forces de police et partisans de l'indépendance à Nabire. Il affirme avoir eu les doigts et les épaules brûlés à l'aide de plastique fondu et les oreilles transpercées par des agrafes. Il aurait en outre été frappé à coups de crosse jusqu'à perdre connaissance. La police a démenti ces accusations. Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête exhaustive, indépendante et impartiale sur ces faits.

« Après une première période d'optimisme motivée par l'espoir que le gouvernement du président Wahid saurait améliorer la situation des droits humains en engageant un dialogue avec ceux qui réclament l'indépendance, il semble que l'intransigeance et la répression soient de nouveau à l'ordre du jour », a déclaré

Amnesty International.

Le rapport d'Amnesty International témoigne également de l'augmentation préoccupante du nombre de milices opérant en Papouasie. Selon les informations dont dispose l'Organisation, des atteintes aux droits humains sont commises aussi bien par les milices partisans de l'indépendance que par celles qui soutiennent le régime indonésien.

« Il est difficile de ne pas faire le lien avec le Timor oriental, où les milices soutenues par les forces de sécurité indonésiennes se sont rendues responsables l'année dernière de massacres et de destructions sur une grande échelle. Le gouvernement indonésien doit agir immédiatement afin d'éviter que ne se reproduise le même scénario en Papouasie », a ajouté l'Organisation.

La milice *Satgas Merah Putih (SMP, Force d'intervention rouge et blanc)* favorable au régime indonésien en Papouasie compterait des milliers de membres. Certaines informations indiquent qu'elle serait soutenue par l'armée et la police indonésiennes.

En mars, des membres de cette milice ont pillé plusieurs maisons dans le village de Wayati, près de Fak Fak, après qu'un groupe de villageois eurent passé à tabac le chef du district qu'ils accusaient d'avoir tenté de les soudoyer afin qu'ils soutiennent le régime indonésien. Selon les informations recueillies, la police locale aurait laissé certains membres du SMP user d'actes d'intimidations envers les personnes appréhendées à la suite de cette affaire.

La milice pro-indépendantiste *Satgas Papua (Force d'intervention papoue)*, compterait plusieurs milliers de membres, et de récentes informations semblent indiquer que les forces de sécurité indonésiennes pourraient être impliquées dans l'organisation et la coordination de ce groupe. Au cours du deuxième congrès papou qui s'est tenu à Djayapura cette année, des personnes ont été frappées et menacées par certains de ses membres, alors qu'ils étaient responsables de la sécurité du congrès.

« Avec la violence qui sévit actuellement en Aceh et dans l'archipel des Moluques, le gouvernement indonésien ne peut pas se permettre de laisser la situation se détériorer dans une nouvelle province. Les autorités doivent agir maintenant et mettre un terme à l'impunité dont jouissent les

forces de sécurité et à la progression du nombre des milices, afin d'éviter que ne soient commises d'autres violations des droits humains ».

<http://www.amnesty.org>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 (0) 20 7413 5566 ou consulter notre site web :